

## Les chiffres clés de la précarité énergétique

**20 %** des Français déclarent avoir **souffert du froid** au cours de l'hiver 2020-2021, pendant au moins 24 heures.

**36 %** d'entre eux déclarent que la raison est financière. <sup>(1)</sup>

**60 %** des Français déclarent avoir restreint le chauffage chez eux pour ne pas avoir de factures trop élevées. <sup>(1)</sup>

**10,5 %** des Français les plus modestes ont dépensé plus de **8 % de leurs revenus** pour payer les factures énergétiques de leur logement en 2020. <sup>(2)</sup>

## Impacts quotidiens

**785 096 ménages** ont subi une **intervention d'un fournisseur d'énergie** en 2021 suite à des impayés, soit **une augmentation de 17 %** par rapport à 2019. Il s'agit d'un rattrapage des interventions qui n'ont pas été réalisées en 2020, première année de crise sanitaire, pendant laquelle la trêve hivernale des coupures d'énergie pour impayés avait été prolongée. <sup>(1)</sup>

Parmi les ménages ayant réalisé des travaux dans leur maison individuelle en 2019, l'enquête TREMI\* révèle que le **principal frein aux travaux est liée à « la situation financière »** (68 % des répondants).

## Les aides financières nationales

**57 117 ménages** ont rénové leur logement grâce au programme **Habiter Mieux Sérénité** ou **MaPrimeRénov' Copro** en 2021. <sup>(3)</sup>

**644 073 dossiers MaPrimeRénov'** ont été financés par l'Anah en 2021. 68 % des dossiers concernent les ménages modestes et très modestes. <sup>(3)</sup>

En 2021, 4,7 millions de ménages ont utilisé leur chèque énergie pour payer leurs factures (soit 81 % des bénéficiaires), comme également 74 % des bénéficiaires du chèque exceptionnel de 100 €, envoyé en décembre 2021.

En 2022, **5,8 millions de ménages** ont reçu un **chèque énergie**. <sup>(2)</sup>

**56 258 ménages** ont bénéficié du **Fonds de Solidarité Logement** pour l'aide au paiement des factures d'énergie en 2021, soit **une augmentation de 2,4 %** par rapport à 2020 dans les territoires renseignés. <sup>(2)</sup>

**3 programmes de certificats d'économie d'énergie « précarité énergétique »** sont actuellement dédiés au logement, soit un budget potentiel de 69,7 millions d'euros. <sup>(2)</sup>

Sources : (1) Médiateur national de l'énergie, 2022 | (2) Ministère de la Transition énergétique, 2022 | (3) Agence Nationale de l'Habitat, 2022